

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/203258]

23 MAI 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution, en ce qui concerne les licences de transfert, du décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense, articles, 8, 9, 12, et 19;

Vu l'avis n° 52.887/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 mars 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la Directive 2009/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 simplifiant les conditions des transferts de produits liés à la défense dans la Communauté;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 simplifiant les conditions des transferts de produits liés à la défense dans la Communauté, ci-après dénommée la : « Directive 2009/43/CE ».

§ 2. Le présent arrêté tend à exécuter les dispositions du décret du 21 juin 2012 qui se rapportent aux licences de transfert de produits liés à la défense dans l'Union européenne et dans l'Espace économique européen.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o le décret : le décret du 21 juin 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert de produits liés à la défense;

2^o l'administration : la Direction des Licences d'Armes de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

3^o le Ministre : le Ministre qui a l'importation, l'exportation, le transit et le transfert de produits liés à la défense dans ses attributions;

4^o l'administrateur : l'administrateur délégué ou, à défaut, le membre de la direction, responsable, au sein de l'entreprise, des transferts et exportations des produits liés à la défense;

5^o les institutions publiques : les institutions publiques d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat membre de l'Espace économique européen, telles que définies par l'Etat concerné;

6^o l'Etat membre : l'Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

CHAPITRE II. — Conditions générales d'utilisation des licences transfert

Art. 3. Les licences de transfert ne peuvent pas être utilisées pour effectuer des transferts qui sont contraires aux engagements internationaux de la Belgique ou de la Région wallonne.

Art. 4. Il est interdit de transférer les produits liés à la défense suivants :

1^o les armes, les munitions et le matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente, mentionnés dans la première catégorie de l'annexe à l'arrêté royal du 8 mars 1993 réglementant l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente;

2^o les armes suivantes, ci-après dénommées les « armes prohibées » :

a) les mines antipersonnel et pièges ou dispositifs de même nature, et les armes laser aveuglantes;

b) les armes incendiaires;

c) les sous-munitions;

d) les couteaux à cran d'arrêt et à lame jaillissante, couteaux papillon, coups-de-poing américains et armes blanches qui ont l'apparence d'un autre objet;

e) les cannes à épée et cannes-fusils qui ne sont pas des armes décoratives historiques;

f) les massues et matraques;

g) les armes à feu dont la crosse ou le canon en soi se démonte en plusieurs tronçons, les armes à feu fabriquées ou modifiées de manière à en rendre le port invisible ou moins visible ou à ce que leurs caractéristiques techniques ne correspondent plus à celles du modèle défini dans l'autorisation de détention de l'arme à feu, et les armes à feu qui ont l'apparence d'un objet autre qu'une arme;

h) les fusils pliants d'un calibre supérieur à 20;

i) les couteaux à lancer;

j) les nunchaku;

k) les étoiles à lancer;

l) les munitions inertes et les blindages contenant de l'uranium appauvri ou tout autre type d'uranium industriel.

Art. 5. Lorsqu'il s'agit de l'exportation des produits liés à la défense reçus au titre d'une licence de transfert d'un autre Etat membre et qui font l'objet de restrictions à l'exportation, une déclaration est soumise à l'administration lors de l'introduction de la demande de licence d'exportation stipulant :

1^o que ces restrictions seront respectées;

2^o le cas échéant, que l'accord nécessaire de l'Etat membre d'origine a été obtenu.

Art. 6. Pendant la période d'examen par le Ministre de la demande de transfert, le fournisseur informe l'administration lorsqu'il a eu connaissance que :

- 1° l'utilisation finale des produits liés à la défense à transférer a été modifiée;
- 2° la destination des produits liés à la défense à transférer a été modifiée.

Art. 7. A la demande de l'administration, le fournisseur présente à celle-ci tous les documents commerciaux et de transport, notamment les extraits utiles du contrat de vente, les factures et les bordereaux d'expédition, relatifs aux transferts effectués ou reçus.

CHAPITRE III. — Licences générales de transfert

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 8. § 1^{er}. Le fournisseur qui satisfait aux conditions de la licence générale de transfert peut, dans les cas mentionnés au § 2, sur base de celle-ci, transférer les produits liés à la défense à une ou plusieurs catégories de destinataires situés dans un autre Etat membre.

§ 2. Il existe deux types de licences générales de transfert :

1° la licence générale de transfert, ci-après dénommée : « LG1 », relative au destinataire faisant partie des institutions publiques d'un Etat membre;

2° la licence générale de transfert, ci-après dénommée : « LG2 », relative au destinataire qui est une entreprise certifiée d'un Etat membre, conformément à l'article 9 de la Directive 2009/43/CE.

Art. 9. L'utilisation d'une licence générale de transfert est conditionnée à l'enregistrement préalable auprès de l'administration. Le fournisseur doit s'enregistrer au plus tard trente jours ouvrables avant que le premier transfert couvert par la licence générale soit effectué.

L'enregistrement s'effectue par l'envoi à l'administration d'un formulaire-type établi par celle-ci.

Art. 10. L'administration accuse réception de l'enregistrement du fournisseur dans les cinq jours ouvrables de la réception du formulaire.

L'administration peut demander au fournisseur toutes informations utiles concernant les spécifications techniques et fonctionnelles des produits liés à la défense qui seront transférés sur base de la licence générale de transfert.

Au plus tard dix jours après l'envoi de l'accusé de réception visé à l'alinéa 1^{er}, l'administration envoie au fournisseur la confirmation de l'enregistrement si les conditions qui y président sont respectées ou du refus de celui-ci.

Art. 11. La licence générale de transfert a une durée de validité indéterminée.

Section 2. — Conditions spécifiques d'utilisation

Art. 12. La licence générale de transfert ne peut être utilisée sans la confirmation de l'enregistrement délivrée par l'administration.

Art. 13. § 1^{er}. L'exportation définitive en dehors de l'Union européenne ou en-dehors de l'Espace économique européen de produits liés à la défense transférés sous le couvert d'une licence générale au départ de la Région wallonne est soumise à l'autorisation préalable de la Région wallonne. Cette autorisation n'est pas requise si :

1° le pays d'utilisation finale est l'Australie, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Suisse;

2° le transfert concerne des composants qui seront intégrés par le destinataire situé dans un autre Etat membre dans ses propres produits et ne seront pas transférés ni exportés ultérieurement en tant que tels sauf au titre de pièces de rechange ou dans un but d'entretien ou de réparation.

Le fournisseur qui souhaite obtenir une telle autorisation préalable introduit la demande auprès de l'administration selon la procédure en vigueur pour l'obtention d'une licence individuelle d'exportation telle que visée à l'article 13, 9°, du décret.

§ 2. Le fournisseur qui utilise la licence générale de transfert à des fins visées au § 1^{er}, 2°, sollicite de son destinataire une déclaration d'utilisation par laquelle celui-ci atteste que les composants concernés par la licence générale de transfert sont ou doivent être intégrés dans ses propres produits et ne peuvent dès lors pas être transférés ni exportés ultérieurement en tant que tels, sauf au titre de pièces de rechanges ou dans un but d'entretien ou de réparation.

§ 3. Le Ministre peut déterminer des conditions spécifiques afférentes à l'utilisation de la licence générale à des fins visées au § 1^{er}, 2°, d'après une évaluation du degré de sensibilité du transfert fondée sur les critères suivants :

1° la nature des composants par rapport aux produits auxquels ils doivent être incorporés et par rapport à toute utilisation finale potentiellement préoccupante des produits finis;

2° l'importance des composants par rapport aux produits auxquels ils sont incorporés.

L'administration notifie aux fournisseurs enregistrés pour l'utilisation de la licence générale en question, les conditions spécifiques visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 14. Il est interdit d'utiliser la licence générale de transfert pour transférer les produits liés à la défense vers des zones franches et entrepôts francs.

Art. 15. Avant le premier transfert, le fournisseur informe le destinataire des conditions et restrictions afférentes à la licence générale de transfert et en garde la preuve écrite.

Art. 16. Le Ministre peut déterminer des conditions spécifiques afférentes à l'utilisation de la licence générale de transfert, pour des raisons de sécurité et d'ordre public ou pour assurer le respect du décret et de ses arrêtés d'exécution.

L'administration notifie aux fournisseurs enregistrés pour l'utilisation de la licence générale en question, les conditions spécifiques visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 17. Le fournisseur enregistré pour l'utilisation d'une licence générale de transfert communique à l'administration pour le 31 janvier et pour le 31 juillet de chaque année et selon les modalités déterminées par le Ministre, les informations relatives aux transferts effectués sur base de celle-ci durant les six mois précédents.

Ces informations, synthétisées par Etat membre, doivent préciser pour chaque destinataire les renseignements suivants :

1° les dénominations génériques des produits liés à la défense et leurs références dans la liste visée à l'article 6, 1°, du décret;

2° le cas échéant, les valeurs, quantités et/ou poids globaux des produits liés à la défense;

3° les dates des transferts;

4° l'utilisation finale et l'utilisateur final du produit lié à la défense, s'ils sont connus.

Lors du contrôle des informations visées à l'alinéa 2, l'administration peut exiger tout autre document pertinent ou toutes données complémentaires relatives à ces transferts.

CHAPITRE IV. — *Licences globales de transfert*

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 18. Le Ministre octroie une licence globale de transfert si le fournisseur :

1° est un fabricant d'armes agréé visé à l'article 27, § 3, de la loi du 8 juin 2006 réglant les activités économiques et individuelles avec des armes;

2° est agréé par le Ministre de la Justice conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation, au transit et à la lutte contre le trafic d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente;

3° a désigné son administrateur.

Section 2. — Conditions spécifiques d'utilisation

Art. 19. Avant le premier transfert, le fournisseur informe le destinataire des conditions et restrictions afférentes à la licence globale de transfert et en garde la preuve écrite.

Art. 20. Le Ministre peut déterminer des conditions spécifiques afférentes à l'utilisation de la licence globale, pour des raisons de sécurité et d'ordre public ou pour assurer le respect du décret et de ses arrêtés d'exécution.

L'administration notifie au fournisseur les conditions spécifiques visées à l'alinéa 1^{er}, au plus tard au moment de la délivrance de la licence globale de transfert.

Art. 21. Le fournisseur titulaire d'une licence globale de transfert communique à l'administration pour le 31 janvier et pour le 31 juillet de chaque année, selon les modalités déterminées par le Ministre, les informations relatives aux transferts effectués sur base de celle-ci durant les six mois précédents.

Ces informations, synthétisées par Etat membre, doivent préciser pour chaque destinataire les renseignements suivants :

1° les dénominations génériques des produits liés à la défense et leurs références dans la liste visée à l'article 6, 1°, du décret;

2° le cas échéant, les valeurs, quantités et/ou poids globaux des produits liés à la défense;

3° les dates des transferts.

CHAPITRE V. — *Licences individuelles de transfert*

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 22. Lorsque le fournisseur en fait la demande, le Ministre peut lui octroyer une licence individuelle de transfert.

Art. 23. La durée de validité de la licence individuelle de transfert est de dix-huit mois renouvelables.

Section 2. — Conditions spécifiques d'utilisation

Art. 24. Avant le premier transfert, le fournisseur informe le destinataire des conditions et restrictions afférentes à la licence individuelle de transfert et en garde la preuve écrite.

Art. 25. Le Ministre peut déterminer des conditions spécifiques afférentes à l'utilisation de la licence individuelle de transfert, pour des raisons de sécurité et d'ordre public ou pour assurer le respect du décret et de ses arrêtés d'exécution.

L'administration notifie au fournisseur les conditions spécifiques visées à l'alinéa 1^{er}, au plus tard au moment de la délivrance de la licence individuelle.

CHAPITRE VI. — *Exemptions*

Art. 26. Sont exemptés de toute licence de transfert :

1° le transfert de produits liés à la défense effectué par l'Organisation des Nations unies, l'Union européenne, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'Agence internationale de l'Energie atomique ou une autre organisation intergouvernementale similaire dont la Région wallonne ou la Belgique est membre;

2° le transfert nécessaire à la mise en œuvre d'un programme de coopération en matière d'armements entre Etats membres;

3° le transfert de produits liés à la défense nécessaire à des fins de réparation, d'entretien, d'exposition ou de démonstration, ou après ces opérations.

Art. 27. Le fournisseur s'enregistre, pour chaque exemption, au plus tard dix jours avant le premier transfert de produits liés à la défense soumis à cette exemption.

L'enregistrement s'effectue par l'envoi à l'administration d'un formulaire-type défini par celle-ci.

L'administration accuse réception de l'enregistrement du fournisseur dans les cinq jours de la réception du formulaire par envoi de la confirmation de l'enregistrement si les conditions qui y président sont respectées ou du refus de celui-ci.

CHAPITRE VII. — *Procédure d'octroi des licences individuelles ou globales de transfert*

Art. 28. Le fournisseur introduit auprès de l'administration une demande de licence de transfert individuelle ou globale au moyen d'un formulaire-type défini par l'administration. Cette demande est accompagnée des documents suivants :

1° l'engagement de transfert définitif, tel que défini par l'administration, signé par l'administrateur, le cas échéant, pour chaque destinataire;

2° selon le cas, le certificat international d'importation, le certificat d'utilisateur final, l'extrait utile du contrat de vente ou tout autre document pertinent permettant de déterminer l'utilisateur final ainsi que l'utilisation finale des produits liés à la défense transférés en vertu d'une licence individuelle ou globale de transfert, s'ils sont connus;

Le Ministre peut compléter la liste de documents visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 29. Dans un délai de dix jours à dater de la réception de la demande de licence individuelle ou globale de transfert, l'administration adresse au fournisseur, soit un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet, soit un avis l'invitant à fournir les renseignements manquants dans les trente jours de la réception de cet avis.

Si le fournisseur n'a pas transmis dans les trente jours les renseignements manquants sollicités par l'administration, celle-ci l'avise qu'il dispose d'un délai supplémentaire de trente jours à dater de la notification pour fournir les renseignements manquants. Passé ce délai, si le fournisseur n'a pas complété son dossier, l'administration peut classer le dossier sans suite et notifier alors ce classement au fournisseur.

Art. 30. Lorsque le dossier visé à l'article 29 est complet, il est transmis par l'administration au Ministre pour décision.

L'administration notifie au fournisseur la décision d'octroi ou de refus de licence individuelle ou globale de transfert.

Art. 31. Toute demande de licence individuelle ou globale de transfert est refusée si :

1° le dossier contient des informations erronées;

2° le transfert n'est pas conforme aux documents visés à l'article 28;

3° le dossier a été soumis par un fournisseur qui ne satisfait pas aux conditions visées au présent arrêté et relatives au type de licence demandée;

4° s'il apparaît que le dossier concerne un fournisseur, destinataire ou transitaire faisant l'objet de mises en garde internationales ou faisant l'objet d'une enquête administrative relative à des opérations frauduleuses qu'il aurait effectuées en rapport avec le transfert de produits liés à la défense.

Art. 32. L'administration peut demander auprès de toute autre autorité les informations nécessaires pour le traitement de la demande de la licence individuelle ou globale de transfert.

CHAPITRE VII. — *Tenue des registres*

Art. 33. Sans préjudice de l'article 12, § 3, du décret, les fournisseurs conservent pendant une durée de dix ans tous les documents commerciaux et de transport, notamment les extraits utiles du contrat de vente, la facture et le bordereau d'expédition, relatifs aux transferts qu'ils ont effectués.

Art. 34. Sans préjudice des registres visés à l'article 12, § 3, du décret, les fournisseurs tiennent également des registres détaillés et complets des transferts des produits liés à la défense qu'ils ont reçus au titre d'une licence de transfert d'un autre Etat membre.

Ces registres doivent préciser, par fournisseur établi dans un autre Etat membre, les informations suivantes :

1° la description des produits liés à la défense et leurs références dans la liste visée à l'article 6, 1°, du décret;

2° lorsqu'ils en disposent, les quantités, poids et valeurs globaux des produits liés à la défense;

3° les dates de transfert;

4° le nom et l'adresse du fournisseur d'origine établi dans un autre Etat membre.

Les registres visés à l'alinéa 1^{er} doivent, en outre, être accompagnés des documents commerciaux, notamment des extraits utiles du contrat de vente, de la facture et, le cas échéant, du bordereau d'expédition, relatifs aux transferts reçus.

Les registres visés à l'alinéa 1^{er} doivent être conservés pendant une période de dix ans à partir de la fin de l'année civile au cours de laquelle le transfert a eu lieu.

Ces registres doivent être présentés à l'administration une fois par an et à la demande de celle-ci. Les annexes visées à l'alinéa 3 du présent article sont consultables par l'administration à la demande de celle-ci, qui peut également demander copie de ces documents.

Art. 35. En cas de cessation d'activité, les registres des transferts visés à l'article 12, § 3, du décret, sont adressés sans délai à l'administration.

CHAPITRE IX. — *Suspension, retrait et interdiction d'utilisation*

Section 1^{re}. — Licences individuelles ou globales de transfert

Art. 36. L'administration met le fournisseur en demeure par envoi recommandé lorsque celui-ci ne respecte pas les obligations qui lui incombent en vertu du décret et de ses arrêtés d'exécution.

Le fournisseur a la faculté de régulariser sa situation dans les trente jours en fournissant les informations requises.

Art. 37. Le Ministre peut suspendre la licence individuelle ou globale de transfert dont bénéficie le fournisseur, notamment, lorsque celui-ci :

1° ne respecte pas les dispositions du décret ou de ses arrêtés d'exécution;

2° n'a pas régularisé sa situation suite à la mise en demeure visée à l'article 38;

3° ne remplit plus une ou plusieurs conditions d'octroi ou d'utilisation de la licence individuelle ou globale de transfert.

L'administration notifie par envoi recommandé au fournisseur la décision du Ministre de suspension fixant un délai de dix jours au minimum et de trente jours maximum dans lequel le fournisseur doit prouver sa mise en conformité. Ce délai peut être prolongé.

La décision de suspension produit ses effets à dater de la notification par l'administration de la décision du Ministre.

Art. 38. Le Ministre peut retirer la licence individuelle ou globale de transfert dont bénéficie le fournisseur, notamment, lorsque celui-ci :

1° ne respecte pas les dispositions du décret ou de ses arrêtés d'exécution;

2° n'a pas pris de mesures suffisantes pour que la suspension de la licence individuelle ou globale de transfert soit levée.

L'administration notifie au fournisseur la décision de retrait prise par le Ministre.

Section 2. — Licences générales de transfert

Art. 39. Le Ministre peut suspendre l'utilisation d'une licence générale de transfert en ce qui concerne un ou des destinataires spécifiques, lorsqu'il s'avère :

1° qu'il existe un risque sérieux qu'un destinataire certifié dans un autre Etat membre conformément à l'article 9 de la Directive 2009/43/CE ne respecterait pas une condition dont une licence générale de transfert est assortie;

2° que l'ordre public, la sécurité publique ou les intérêts essentiels de la sécurité de la Région wallonne sont menacés.

L'administration notifie par envoi recommandé aux fournisseurs concernés la décision de suspension du Ministre qui fixe un délai renouvelable durant lequel les transferts vers le ou les destinataires spécifiques sont suspendus.

Art. 40. Le Ministre peut suspendre l'utilisation d'une licence générale de transfert par un fournisseur, lorsque celui-ci :

1° n'a pas communiqué les informations visées à l'article 17;

2° ne respecte pas les obligations qui lui incombent en vertu du décret ou de ses arrêtés d'exécution.

L'administration notifie par envoi recommandé au fournisseur la décision de suspension du Ministre qui fixe un délai de trente jours au minimum à nonante jours maximum dans lequel le fournisseur doit prouver sa mise en conformité. Ce délai peut être prolongé.

Art. 41. Le Ministre peut interdire l'utilisation d'une licence générale de transfert par un fournisseur, notamment, lorsque celui-ci :

1° ne respecte pas les dispositions du décret ou de ses arrêtés d'exécution;

2° n'a pas pris de mesures suffisantes pour que la suspension de l'utilisation d'une licence générale de transfert soit levée;

3° ne respecte pas les conditions d'utilisation de licence générale de transfert;

4° ne respecte pas les autres dispositions du décret ou de ses arrêtés d'exécution, à l'exception des obligations qui lui incombent en vertu de l'article 12, § 3, du décret.

L'administration notifie par envoi recommandé au fournisseur la décision du Ministre visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE X. — Dispositions finales

Art. 42. Les dispositions de l'arrêté royal du 8 mars 1993 réglementant l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente sont abrogées pour ce qui concerne les opérations de transferts de produits liés à la défense au sein de l'Espace économique européen.

Art. 43. Les délais prévus dans le présent arrêté sont comptés comme suit : le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 44. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mai 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/203258]

23. MAI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Durchführung des Dekrets vom 21. Juni 2012 über die Einfuhr, die Ausfuhr, die Durchfuhr und die Verbringung von zivilen Waffen und Verteidigungsgütern, was die Verbringungslizenzen betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Juni 2012 über die Einfuhr, die Ausfuhr, die Durchfuhr und die Verbringung von zivilen Waffen und Verteidigungsgütern, Artikel 8, 9, 12 und 19;

Aufgrund des am 13. März 2012 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1°, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 52.887/4;

Aufgrund der Richtlinie 2009/43/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. Mai 2009 zur Vereinfachung der Bedingungen für die innergemeinschaftliche Verbringung von Verteidigungsgütern;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeines

Artikel 1 - § 1 - Durch vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2009/43/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. Mai 2009 zur Vereinfachung der Bedingungen für die innergemeinschaftliche Verbringung von Verteidigungsgütern, nachstehend "Richtlinie 2009/43/EG" genannt, teilweise umgesetzt.

§ 2 - Durch vorliegenden Erlass wird die Durchführung der Bestimmungen des Dekrets vom 21. Juni 2012 angestrebt, die sich auf die Verbringungslizenzen für Verteidigungsgüter in der Europäischen Union und im Europäischen Wirtschaftsraum beziehen.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Dekret: das Dekret vom 21. Juni 2012 über die Einfuhr, die Ausfuhr, die Durchfuhr und die Verbringung von zivilen Waffen und Verteidigungsgütern;

2° die Verwaltung: die Direktion der Waffenlizenzen der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des öffentlichen Dienstes der Wallonie;

3° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Einfuhr, die Ausfuhr, die Durchfuhr und die Verbringung von Verteidigungsgütern gehören;

4° der Verwalter: das geschäftsführende Verwaltungsratsmitglied oder, wenn es kein geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied gibt, das Führungsmitglied, das innerhalb des Unternehmens für die Verbringung und Ausfuhr von Verteidigungsgütern verantwortlich ist;

5° die öffentlichen Einrichtungen: die öffentlichen Einrichtungen eines Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines Mitgliedstaats des Europäischen Wirtschaftsraums, so wie durch den betreffenden Staat bestimmt;

6° der Mitgliedstaat: der Mitgliedstaat der Europäischen Union oder des Europäischen Wirtschaftsraums.

KAPITEL II — *Allgemeine Benutzungsbedingungen der Verbringungslizenzen*

Art. 3 - Die Verbringungslizenzen dürfen nicht für Verbringungen benutzt werden, die den internationalen Verpflichtungen Belgiens oder der Wallonischen Region widersprechen.

Art. 4 - Die Verbringung folgender Verteidigungsgüter ist untersagt:

1° die Waffen, Munition und Ausrüstungen, die speziell zu militärischen Zwecken oder zur Aufrechterhaltung der Ordnung dienen sollen, und die diesbezügliche Technologie, die in der ersten Kategorien der Anlage zum Königlichen Erlass vom 8. März 1993 zur Regelung der Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munitionen und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie, angeführt sind;

2° die folgenden Waffen, nachstehend "verbotene Waffen" genannt:

a) Antipersonenminen, getarnte Sprengkörper oder Vorrichtungen mit ähnlicher Wirkung sowie blindmachende Laserwaffen;

b) Brandwaffen;

c) Streumunition;

d) Spring- oder Fallmesser mit Arretierung, Butterfly-Messer, Schlagringe und Blankwaffen, die die Form eines anderen Gegenstandes haben;

e) Stockdegen und Stockgewehre, die keine historischen Zierwaffen sind;

f) Keulen und Schlagstöcke;

g) Feuerwaffen, deren Kolben oder Lauf in mehrere Einzelteile zerlegt werden kann, Feuerwaffen, die so hergestellt oder umgebaut worden sind, dass das Tragen dieser Waffen nicht oder weniger sichtbar ist, oder dass ihre technischen Merkmale nicht mehr mit den technischen Merkmalen des in dem Besitzerlaubnisschein für die Feuerwaffen beschriebenen Modells übereinstimmen, und Feuerwaffen, die im Aussehen einem anderen Gegenstand als einer Waffe ähneln;

h) zusammenklappbare Gewehre mit einer Kalibergröße über 20;

i) Wurfmesser;

j) Nunchakus;

k) Wurfsterne;

l) inerte Munition und Panzerungen, die abgereichertes Uran oder jede andere Art von industriell hergestelltem Uran enthalten.

Art. 5 - Wenn es sich um die Ausfuhr von Verteidigungsgütern handelt, die im Rahmen einer Verbringungslizenz aus einem anderen Mitgliedstaat empfangen wurden, und die Gegenstand von Ausfuhrbeschränkungen sind, wird bei der Einreichung des Antrags auf Ausfuhrlizenz der Verwaltung eine Erklärung unterbreitet, in angeführt wird,

1° dass diese Beschränkungen eingehalten werden;

2° dass die ggf. notwendige Zustimmung des Ursprungsmitgliedstaates eingeholt wurde.

Art. 6 - Während des Zeitraums der Untersuchung des Verbringungsantrags durch den Minister informiert der Lieferant die Verwaltung, wenn er erfährt,

1° dass die Endverwendung der zu verbringenden Verteidigungsgüter geändert wurde;

2° dass die Bestimmung der zu verbringenden Verteidigungsgüter geändert wurde.

Art. 7 - Auf Antrag der Verwaltung legt der Lieferant Letzterer alle Handels- und Transportdokumente vor, insbesondere die einschlägigen Auszüge des Kaufvertrags, die Rechnungen und Versandscheine betreffend die durchgeführten oder empfangenen Verbringungen.

KAPITEL III — *Allgemeine Verbringungslizenzen*

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 8 - § 1 - Der Lieferant, der die Bedingungen der allgemeinen Verbringungslizenz erfüllt, kann aufgrund dieser Lizenz und in den in § 2 genannten Fällen einer Kategorie oder mehreren Kategorien von Empfängern, die in einem anderen Mitgliedstaat ansässig sind, Verteidigungsgüter liefern.

§ 2 - Es gibt zwei Arten von allgemeinen Verbringungslizenzen:

1° die nachstehend "LG1" genannte allgemeine Verbringungslizenz, die einen Empfänger betrifft, der zu den öffentlichen Einrichtungen eines Mitgliedstaats gehört;

2° die nachstehend "LG2" genannte allgemeine Verbringungslizenz, die einen Empfänger betrifft, der ein gemäß Artikel 9 der Richtlinie 2009/43/EG zertifiziertes Unternehmen eines Mitgliedstaats ist.

Art. 9 - Die Benutzung einer allgemeinen Verbringungslizenz wird durch eine vorherige Registrierung bei der Verwaltung bedingt. Der Lieferant muss sich spätestens dreißig Werktagen, bevor die erste durch die allgemeine Lizenz gedeckte Verbringung stattfindet, registrieren lassen.

Die Registrierung erfolgt durch die Einsendung an die Verwaltung eines von Letzterer ausgestellten Musterformulars.

Art. 10 - Die Verwaltung bestätigt den Empfang der Registrierung des Lieferanten binnen fünf Werktagen nach dem Eingang des Formulars.

Die Verwaltung kann von dem Lieferanten alle nützlichen Informationen über die technischen und funktionellen Spezifikationen der Verteidigungsgüter verlangen, die aufgrund der allgemeinen Verbringungslizenz verbracht werden.

Die Verwaltung schickt dem Lieferanten spätestens zehn Tage nach der Einsendung der in Abs. 1 genannten Empfangsbestätigung die Bestätigung der Registrierung, wenn die erforderlichen Bedingungen erfüllt sind, oder die Ablehnung der Registrierung zu.

Art. 11 - Die allgemeine Verbringungslicenz hat eine unbestimmte Gültigkeitsdauer.

Abschnitt 2 — Besondere Benutzungsbedingungen

Art. 12 - Die allgemeine Verbringungslicenz darf nicht ohne die von der Verwaltung ausgestellte Bestätigung der Registrierung benutzt werden.

Art. 13 - § 1 - Die durch eine allgemeine Lizenz gedeckte, endgültige Ausfuhr außerhalb der Europäischen Union oder des Europäischen Wirtschaftsraums von Verteidigungsgütern ab der Wallonischen Region unterliegt der vorherigen Genehmigung der Wallonischen Region. Diese Genehmigung ist nicht erforderlich, wenn:

1° das endgültige Verwendungsland eines der folgenden Länder ist: Australien, Kanada, die Vereinigten Staaten von Amerika, Japan, Neuseeland oder die Schweiz;

2° die Verbringung Bestandteile betrifft, die der in einem anderen Mitgliedstaat ansässige Empfänger in seine eigenen Güter integrieren wird und als solche zu einem späteren Zeitpunkt nicht wieder selbstständig verbracht oder ausgeführt werden, es sei denn als Ersatzteile oder zum Zwecke der Wartung oder Reparatur.

Der Lieferant, der eine solche vorherige Genehmigung erhalten möchte, reicht den entsprechenden Antrag bei der Verwaltung ein, unter Einhaltung des für den Erhalt einer individuellen Ausfuhrlicenz nach Artikel 13 9° des Dekrets geltenden Verfahrens.

§ 2 - Der Lieferant, der die allgemeine Verbringungslicenz zu in § 1 2° genannten Zwecken benutzt, verlangt von seinem Empfänger eine Erklärung über die Verwendung, durch die Letzterer bescheinigt, dass die von der allgemeinen Verbringungslicenz betroffenen Bestandteile in seine eigenen Güter integriert sind bzw. integriert werden sollen und daher als solche zu einem späteren Zeitpunkt nicht wieder selbstständig verbracht oder ausgeführt werden können, es sei denn als Ersatzteile oder zum Zwecke der Wartung oder Reparatur.

§ 3 - Der Minister kann spezifische Bedingungen betreffend die Benutzung der allgemeinen Lizenz zu in § 1 2° bestimmten Zwecken festlegen auf der Grundlage einer Beurteilung der Sensivität der Verbringung nach Maßgabe folgender Kriterien:

1° Eigenschaften der Bestandteile im Verhältnis zu den Gütern, in die sie eingebaut werden sollen, sowie eine eventuell bedenkliche Endverwendung der fertigen Güter;

2° Bedeutung der Bestandteile im Verhältnis zu den Gütern, in die sie eingebaut werden.

Die Verwaltung stellt den für die Benutzung der betreffenden allgemeinen Lizenz registrierten Lieferanten die in Abs. 1 genannten spezifischen Bedingungen zu.

Art. 14 - Es wird verboten, die allgemeine Verbringungslicenz zu benutzen, um Verteidigungsgüter nach Freizonen oder Freilagern zu verbringen.

Art. 15 - Vor der ersten Verbringung informiert der Lieferant den Empfänger über die Bedingungen und Beschränkungen in Bezug auf die allgemeine Verbringungslicenz, und behält davon einen Beleg.

Art. 16 - Aus Gründen der Sicherheit und der öffentlichen Ordnung oder zwecks der Gewährleistung der Einhaltung des Dekrets und seiner Durchführungserlasse kann der Minister spezifische Bedingungen betreffend die Benutzung der allgemeinen Verbringungslicenz festlegen.

Die Verwaltung stellt den für die Benutzung der betreffenden allgemeinen Lizenz registrierten Lieferanten die in Abs. 1 genannten spezifischen Bedingungen zu.

Art. 17 - Der für die Benutzung einer allgemeinen Verbringungslicenz registrierte Lieferant teilt der Verwaltung spätestens zum 31. Januar und 31. Juli eines jeden Jahres und nach vom Minister festgelegten Modalitäten die Informationen betreffend die aufgrund dieser Lizenz während der letzten sechs Monaten durchgeführten Verbringungen mit.

Diese pro Mitgliedstaat zusammengefassten Informationen müssen für jeden Empfänger folgende Daten angeben:

1° die Gattungsbezeichnungen der Verteidigungsgüter und ihre Referenzen in der in Artikel 6 1° des Dekrets genannten Liste;

2° ggf. die Werte, Mengen und/oder Gesamtgewichte der Verteidigungsgüter;

3° das Datum der Verbringungen;

4° soweit bekannt, die Endverwendung und den Endverwender des Verteidigungsgutes.

Bei der Kontrolle der in Abs. 2 genannten Informationen kann die Verwaltung alle relevanten Dokumente oder ergänzenden Angaben in Bezug auf diese Verbringungen verlangen.

KAPITEL IV — Globale Verbringungslicenzen

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 18 - Der Minister erteilt eine globale Verbringungslicenz, wenn der Lieferant:

1° ein in Art. 27 § 3 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen zugelassener Waffenhersteller ist;

2° vom Justizminister in Übereinstimmung mit Artikel 10 des Gesetzes vom 5. August 1991 über die Ein-, Aus- und Durchfuhr von und die Bekämpfung des illegalen Handels mit Waffen, Munitionen und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie, zugelassen ist;

3° seinen Verwalter bestimmt hat.

Abschnitt 2 — Besondere Benutzungsbedingungen

Art. 19 - Vor der ersten Verbringung informiert der Lieferant den Empfänger über die Bedingungen und Beschränkungen in Bezug auf die globale Verbringungslicenz, und behält davon einen Beleg.

Art. 20 - Aus Gründen der Sicherheit und der öffentlichen Ordnung oder zwecks der Gewährleistung der Einhaltung des Dekrets und seiner Durchführungserlasse kann der Minister spezifische Bedingungen betreffend die Benutzung der globalen Verbringungslicenz festlegen.

Die Verwaltung teilt dem Lieferanten spätestens zum Zeitpunkt der Ausstellung der globalen Verbringungslicenz die in Abs. 1 genannten spezifischen Bedingungen mit.

Art. 21 - Der Lieferant, der über eine globale Verbringungslicenz verfügt, teilt der Verwaltung spätestens zum 31. Januar und 31. Juli eines jeden Jahres und nach vom Minister festgelegten Modalitäten die Informationen betreffend die aufgrund dieser Lizenz während der letzten sechs Monaten durchgeführten Verbringungen mit.

Diese pro Mitgliedstaat zusammengefassten Informationen müssen für jeden Empfänger folgende Daten angeben:

1° die Gattungsbezeichnungen der Verteidigungsgüter und ihre Bezugsdaten in der in Artikel 6 1° des Dekrets genannten Liste;

2° ggf. die Werte, Mengen und/oder Gesamtgewichte der Verteidigungsgüter;

3° das Datum der Verbringungen.

KAPITEL V — Individuelle Verbringungslicenzen

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 22 - Wenn der Lieferant es beantragt, kann der Minister ihm eine individuelle Verbringungslicenz gewähren.

Art. 23 - Die individuelle Verbringungslicenz hat eine Gültigkeitsdauer von achtzehn Monaten und kann erneuert werden.

Abschnitt 2 — Besondere Benutzungsbedingungen

Art. 24 - Vor der ersten Verbringung informiert der Lieferant den Empfänger über die Bedingungen und Beschränkungen in Bezug auf die individuelle Verbringungslicenz, und behält davon einen Beleg.

Art. 25 - Aus Gründen der Sicherheit und der öffentlichen Ordnung oder zwecks der Gewährleistung der Einhaltung des Dekrets und seiner Durchführungserlasse kann der Minister spezifische Bedingungen betreffend die Benutzung der individuellen Verbringungslicenz festlegen.

Die Verwaltung teilt dem Lieferanten spätestens zum Zeitpunkt der Ausstellung der individuellen Verbringungslicenz die in Abs. 1 genannten spezifischen Bedingungen mit.

KAPITEL VI — Freistellungen

Art. 26 - Werden von jeglicher Verbringungslicenz freigestellt:

1° die Verbringung von Verteidigungsgütern, wenn sie durch die Organisation der Vereinten Nationen, die Europäische Union, die NATO, die internationale Atomenergieorganisation, oder eine andere ähnliche zwischenstaatliche Organisation, von der die Wallonische Region oder Belgien ein Mitglied ist, durchgeführt wird;

2° die Verbringung, die zwecks der Umsetzung eines Zusammenarbeitsprogramms zwischen Mitgliedstaaten im Bereich der Rüstung notwendig ist;

3° die Verbringung von Verteidigungsgütern, die für bzw. im Anschluss an eine Reparatur, Wartung, Ausstellung oder Vorführung notwendig ist.

Art. 27 - Für jede Freistellung lässt der Lieferant sich spätestens zehn Tage vor der ersten Verbringung von Verteidigungsgütern, für die diese Freistellung gilt, registrieren.

Die Registrierung erfolgt durch die Einsendung an die Verwaltung eines durch Letztere festgelegten Musterformulars.

Die Verwaltung bestätigt den Empfang der Registrierung des Lieferanten binnen fünf Werktagen nach dem Eingang des Formulars durch Zusendung der Bestätigung der Registrierung, wenn die erforderlichen Bedingungen erfüllt sind, oder aber der Ablehnung der Registrierung.

KAPITEL VII — Verfahren für die Erteilung der individuellen oder globalen Verbringungslicenzen

Art. 28 - Der Lieferant reicht bei der Verwaltung anhand eines von Letzterer festgelegten Musterformulars einen Antrag auf eine individuelle oder globale Verbringungslicenz ein.

Diesem Antrag werden folgende Unterlagen beigefügt:

1° die endgültige Verpflichtung zur Verbringung, so wie sie von der Verwaltung festgelegt wird, die von dem Verwalter ggf. für jeden Empfänger unterzeichnet wurde;

2° je nach Fall die internationale Einfuhrgenehmigung, die Endverwendergenehmigung, der einschlägige Auszug des Kaufvertrags oder jedes sonstige relevante Dokument, durch welches der Endverwender sowie die Endverwendung der Verteidigungsgüter, die kraft einer individuellen oder globalen Verbringungslicenz verbracht wurden, bestimmt werden können, falls sie bekannt sind;

Der Minister kann die Liste der in Abs. 1 genannten Dokumente ergänzen.

Art. 29 - Innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Eingang des Antrags auf eine individuelle oder globale Verbringungslicenz übermittelt die Verwaltung dem Lieferanten entweder eine Empfangsbescheinigung, in der angegeben wird, dass die Akte vollständig ist, oder einen Bescheid, in dem sie ihn auffordert, die fehlenden Angaben innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang dieses Bescheids mitzuteilen.

Wenn der Lieferant die fehlenden Angaben, die von der Verwaltung verlangt werden, binnen dreißig Tagen nicht übermittelt hat, teilt die Verwaltung ihm mit, dass er über eine zusätzliche Frist von dreißig Tagen ab dem Datum des Bescheids verfügt, um die fehlenden Angaben mitzuteilen. Wenn der Lieferant nach Ablauf dieser Frist seine Akte nicht vervollständigt hat, kann die Verwaltung die Akte ohne weitere Bearbeitung klassieren und den Lieferanten darüber informieren.

Art. 30 - Wenn die in Artikel 29 genannte Akte vollständig ist, übermittelt die Verwaltung sie dem Minister zur Beschlussfassung.

Die Verwaltung teilt dem Lieferanten den Beschluss zur Erteilung oder Ablehnung der individuellen oder globalen Verbringungslicenz mit.

Art. 31 - Jeder Antrag auf eine individuelle oder globale Verbringungslicenz wird abgelehnt, wenn:

1° die Akte falsche Angaben enthält;

2° die Verbringung den in Art. 28 genannten Dokumenten nicht entspricht;

3° die Akte von einem Lieferanten eingereicht wurde, der den in vorliegendem Erlass angeführten Bedingungen betreffend die Art der verlangten Lizenz nicht genügt;

4° sich herausstellt, dass die Akte einen Lieferanten, Empfänger oder Spediteur betrifft, der Gegenstand von internationalen Warnungen ist, oder Gegenstand einer behördlichen Untersuchung ist betreffend betrügerische Geschäfte, die er in Zusammenhang mit der Verbringung von Verteidigungsgütern getätigt hätte.

Art. 32 - Die Verwaltung ist berechtigt, bei jeder Behörde Informationen zu beantragen, die für die Bearbeitung des Antrags auf eine individuelle oder globale Verbringungslicenz notwendig sind.

KAPITEL VII — Führung der Register

Art. 33 - Unbeschadet von Artikel 12 § 3 des Dekrets bewahren die Lieferanten alle Handels- und Transportdokumente, insbesondere die einschlägigen Auszüge des Kaufvertrags, die Rechnungen und Versandscheine betreffend die Verbringungen, die sie durchgeführt haben, während zehn Jahren auf.

Art. 34 - Unbeschadet der in Artikel 12 § 3 des Dekrets genannten Aufzeichnungen führen die Lieferanten ebenfalls detaillierte und vollständige Register der Verbringungen der Verteidigungsgüter, die sie im Rahmen einer Verbringungslicenz aus einem anderen Mitgliedstaat empfangen haben.

In diesen Registern müssen für jeden in einem Mitgliedstaat ansässigen Lieferanten folgende Informationen stehen:

1° die Beschreibung der Verteidigungsgüter und ihre Bezugsdaten in der in Artikel 6 1° des Dekrets genannten Liste;

2° die globalen Mengen, Gewichte und Werte der Verteidigungsgüter, wenn sie über diese Informationen verfügen;

3° das Datum der Verbringungen;

4° der Name und die Adresse des in einem anderen Mitgliedstaat ansässigen, ursprünglichen Lieferanten.

Den in Abs. 1 genannten Registern sind zudem die Handelsdokumente betreffend die Verbringungen, insbesondere die einschlägigen Auszüge des Kaufvertrags, die Rechnung und ggf. der Versandschein beizufügen.

Die in Abs. 1 genannten Register müssen während eines Zeitraums von zehn Jahren ab dem Ende des Kalenderjahres, in dem die Verbringung stattgefunden hat, aufbewahrt werden.

Diese Register müssen der Verwaltung ein Mal pro Jahr und auf deren Antrag vorgelegt werden. Die in Abs. 3 vorliegenden Artikels genannten Anlagen können von der Verwaltung eingesehen werden, wenn diese es verlangt; die Verwaltung kann ebenfalls eine Abschrift dieser Dokumente beantragen.

Art. 35 - Im Falle einer Betriebseinstellung werden die in Artikel 12 § 3 genannten Aufzeichnungen unverzüglich der Verwaltung übermittelt.

KAPITEL IX — Aufhebung, Entzug und Benutzungsverbot

Abschnitt 1 — Individuelle oder globale Verbringungslicenzen

Art. 36 - Die Verwaltung schickt dem Lieferanten eine Mahnung per Einschreiben zu, wenn dieser die ihm kraft des Dekrets und seiner Durchführungserlasse obliegenden Verpflichtungen nicht einhält.

Der Lieferant hat die Möglichkeit, seine Lage binnen dreißig Tagen wieder in Ordnung zu bringen, indem er die verlangten Informationen mitteilt.

Art. 37 - Der Minister ist berechtigt, die individuelle oder globale Verbringungslicenz, über die der Lieferant verfügt, aufzuheben, insbesondere wenn Letzterer:

1° die Bestimmungen des Dekrets oder seiner Durchführungserlasse nicht beachtet;

2° seine Lage anschließend an die in Artikel 38 genannte Mahnung nicht in Ordnung gebracht hat;

3° eine oder mehrere Bedingungen für die Erteilung oder Benutzung der individuellen oder globalen Verbringungslicenz nicht mehr erfüllt.

Die Verwaltung stellt dem Lieferanten den Aufhebungsbeschluss des Ministers per Einschreiben zu, in dem eine Frist von mindestens zehn und höchstens dreißig Tagen festgelegt wird, innerhalb deren der Lieferant zu beweisen hat, dass er den Auflagen genügt. Diese Frist kann verlängert werden.

Der Aufhebungsbeschluss wird ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers durch die Verwaltung wirksam.

Art. 38 - Der Minister ist berechtigt, die individuelle oder globale Verbringungslicenz, über die der Lieferant verfügt, zu entziehen, insbesondere wenn Letzterer:

1° die Bestimmungen des Dekrets oder seiner Durchführungserlasse nicht beachtet;

2° keine genügenden Maßnahmen getroffen hat, damit die Aufhebung der individuellen oder globalen Verbringungslicenz abgesagt wird.

Die Verwaltung stellt dem Lieferanten den Beschluss des Ministers zum Entzug der Lizenz zu.

Abschnitt 2 — Allgemeine Verbringungslicenzen

Art. 39 - Der Minister ist berechtigt, die Benutzung einer allgemeinen Verbringungslicenz betreffend einen oder mehrere spezifische Empfänger aufzuheben, wenn sich herausstellt:

1° dass ein erhebliches Risiko besteht, dass ein in einem anderen Mitgliedstaat gemäß Artikel 9 der Richtlinie 2009/43/EG zertifizierter Empfänger eine Bedingung einer allgemeinen Verbringungslicenz nicht erfüllen würde;

2° dass die öffentliche Ordnung, die öffentliche Sicherheit oder die wesentlichen Sicherheitsinteressen der Wallonischen Region beeinträchtigt sind.

Die Verwaltung stellt den betreffenden Lieferanten den Aufhebungsbeschluss des Ministers per Einschreiben zu, in dem eine erneuerbare Frist festgelegt wird, innerhalb deren die Verbringungen an den oder die spezifischen Empfänger aufgehoben sind.

Art. 40 - Der Minister ist berechtigt, die Benutzung einer allgemeinen Verbringungslicenz durch einen Lieferanten aufzuheben, wenn Letzterer:

1° die in Artikel 17 genannten Informationen nicht mitgeteilt hat;

2° die Verpflichtungen nicht beachtet, die ihm kraft des Dekrets und seiner Durchführungserlasse obliegen.

Die Verwaltung stellt dem Lieferanten den Aufhebungsbeschluss des Ministers per Einschreiben zu, in dem eine Frist von mindestens dreißig und höchstens neunzig Tagen festgelegt wird, innerhalb deren der Lieferant zu beweisen hat, dass er den Auflagen genügt. Diese Frist kann verlängert werden.

Art. 41 - Der Minister ist berechtigt, die Benutzung einer allgemeinen Verbringungslicenz durch einen Lieferanten zu untersagen, insbesondere wenn Letzterer:

1° die Bestimmungen des Dekrets oder seiner Durchführungserlasse nicht beachtet;

2° keine genügenden Maßnahmen getroffen hat, damit die Aufhebung der Benutzung einer allgemeinen Verbringungslicenz abgesagt wird.

3° die Bedingungen für die Benutzung der allgemeinen Verbringungslicenz nicht beachtet;

4° die anderen Bestimmungen des Dekrets oder seiner Durchführungserlasse, mit Ausnahme der Verpflichtungen, die ihm kraft Artikel 12 § 3 des Dekrets obliegen, nicht beachtet.

Die Verwaltung stellt dem Lieferanten den in Abs. 1 genannten Beschluss des Ministers per Einschreiben zu.

KAPITEL X — *Schlussbestimmungen*

Art. 42 - Die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 8. März 1993 zur Regelung der Ein-, Aus- und Durchfuhr von Waffen, Munitionen und Ausrüstungen, die speziell zu einer militärischen Zweckverwendung oder zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung dienen sollen, und der damit verbundenen Technologie, angeführt sind, werden außer Kraft gesetzt, was die Verbringung von Verteidigungsgütern innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums betrifft.

Art. 43 - Die in vorliegendem Erlass genannten Fristen werden wie folgt berechnet: der Tag der Amtshandlung, der den Ausgangspunkt für die Frist bildet, ist in dieser Frist nicht mit eingeschlossen. Der Tag, an dem die Frist abläuft, ist in der Frist eingeschlossen.

Wenn dieser Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird das Ende der Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

Art. 44 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Mai 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/203258]

23 MEI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 21 juni 2012 betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van civiele wapens en van defensiegerelateerde producten, wat de overdrachtsvergunningen betreft

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 juni 2012 betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van civiele wapens en van defensiegerelateerde producten, artikelen 8, 9, 12 en 19;

Gelet op het advies nr. 52.887/4 van de Raad van State, gegeven op 13 maart 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Richtlijn 2009/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 betreffende de vereenvoudiging van de voorwaarden voor de overdracht van defensiegerelateerde producten binnen de Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. § 1. Richtlijn 2009/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 betreffende de vereenvoudiging van de voorwaarden voor de overdracht van defensiegerelateerde producten binnen de Gemeenschap, hierna "Richtlijn 2009/43/EG" genoemd, wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

§ 2. Dit besluit beoogt de uitvoering van de bepalingen van het decreet van 21 juni 2012 betreffende de vergunningen voor de overdracht van defensiegerelateerde producten in de Europese Unie en in de Europese Economische Ruimte.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 21 juni 2012 betreffende de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van defensiegerelateerde producten;

2° de administratie : de Directie Wapenvergunningen van het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

3° de Minister : de Minister bevoegd voor de invoer, uitvoer, doorvoer en overdracht van defensiegerelateerde producten;

4° de bestuurder : de afgevaardigd bestuurder of, bij ontstentenis, het lid van de directie dat binnen het bedrijf verantwoordelijk is voor de overdrachten en de uitvoer van defensiegerelateerde producten;

5° de openbare instellingen : de openbare instellingen van een lidstaat van de Europese Unie of van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte, zoals bepaald door de betrokken Staat;

6° de lidstaat : de lidstaat van de Europese Unie of van de Europese Economische Ruimte.

HOOFDSTUK II. — *Algemene voorwaarden voor het gebruik van overdrachtsvergunningen*

Art. 3. De overdrachtsvergunningen mogen niet gebruikt worden voor overdrachten die indruisen tegen de internationale verbintenissen van België of van het Waalse Gewest.

Art. 4. Het is verboden de volgende defensiegerelateerde producten over te dragen :

1° wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik of voor ordehandhaving dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie, opgesomd in de eerste categorie van de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 maart 1993 tot regeling van de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik of voor ordehandhaving dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie;

2° de volgende wapens, hierna « verboden wapens » genoemd :

a) antipersoonsmijnen, valstrikmijnen en soortgelijke mechanismen, en blindmakende laserwapens;

b) brandwapens;

- c) submunitie;
- d) spring- en valmessen met slot, vlindermessen, boksbeugels en blanke wapens die er uitzien als een ander voorwerp;
- e) degenstokken en geweerstokken die geen historische sierwapens zijn;
- f) knotsen en wapenstokken;
- g) vuurwapens waarvan de kolf of de loop op zich in verschillende delen kan worden uiteengenomen, vuurwapens die zodanig zijn vervaardigd of gewijzigd dat het dragen ervan niet of minder zichtbaar is dan wel dat hun technische eigenschappen niet meer overeenstemmen met die van het model zoals omschreven in de vergunning tot het voorhanden hebben ervan en vuurwapens die uiterlijk gelijken op een ander voorwerp dan een wapen;
- h) vouwgeweren boven kaliber 20;
- i) werpmessen;
- j) nunchaku's;
- k) werpsterren;
- l) inerte munitie en bepantsering met verarmd uranium of elk ander industrieel uranium.

Art. 5. Voor de uitvoer van defensiegerelateerde producten die ontvangen worden in het kader van een overdrachtsvergunning van een andere lidstaat en het voorwerp zijn van uitvoerbeperkingen, wordt bij de aanvraag van de uitvoervergunning een verklaring aan de administratie voorgelegd waarin bevestigd wordt :

- 1° dat die beperkingen in acht genomen zullen worden;
- 2° dat, desgevallend, de vereiste instemming van de lidstaat van herkomst gegeven werd.

Art. 6. Gedurende de periode waarin de overdrachtsaanvraag door de Minister onderzocht wordt, verwittigt de leverancier de administratie wanneer hij vernomen heeft dat :

- 1° het eindgebruik van de over te dragen defensiegerelateerde producten gewijzigd werd;
- 2° de bestemming van de over te dragen defensiegerelateerde producten gewijzigd werd.

Art. 7. Op verzoek van de administratie legt de leverancier haar alle handels- en vervoersdocumenten over, met name de nuttige uittreksels uit de verkoopovereenkomst, de facturen en de vrachtbrieven betreffende de uitgevoerde of ontvangen overdrachten.

HOOFDSTUK III. — Algemene overdrachtsvergunningen

Afdeling 1. — Algemeenheden

Art. 8. § 1. In de gevallen bedoeld in § 2 kan de leverancier die de voorwaarden van de algemene overdrachtsvergunning vervult de defensiegerelateerde producten op basis van de vergunning overdragen aan één of verschillende categorieën afnemers die in een andere lidstaat gevestigd zijn.

§ 2. Er zijn twee types algemene overdrachtsvergunningen :

- 1° de algemene overdrachtsvergunning, hierna « AV1 » genoemd, betreffende de afnemer die deel uitmaakt van de openbare instellingen van een lidstaat;
- 2° de algemene overdrachtsvergunning, hierna « AV2 » genoemd, betreffende de afnemer die een gecertificeerde onderneming van een lidstaat is, overeenkomstig artikel 9 van Richtlijn 2009/43/EG.

Art. 9. Het gebruik van een algemene overdrachtsvergunning wordt onderworpen aan een voorafgaande registratie bij de administratie. De leverancier laat zich registreren uiterlijk dertig werkdagen voor de eerste overdracht die door de algemene vergunning gedekt wordt.

Voor de registratie wordt een type-formulier aan de administratie gestuurd dat door haar is opgemaakt.

Art. 10. De administratie bericht ontvangst van de registratie van de leverancier binnen vijf werkdagen na ontvangst van het formulier.

De administratie kan de leverancier verzoeken om alle nuttige informatie betreffende de technische en functionele specificaties van de defensiegerelateerde producten die op basis van de algemene overdrachtsvergunning overgedragen zullen worden.

Uiterlijk tien dagen na de verzending van het bericht van ontvangst bedoeld in het eerste lid stuurt de administratie de bevestiging van de registratie, als de desbetreffende voorwaarden vervuld zijn, of van de weigering ervan aan de leverancier.

Art. 11. De algemene overdrachtsvergunning heeft een onbepaalde geldigheidsduur.

Afdeling 2. — Specifieke gebruiksvoorwaarden

Art. 12. De algemene overdrachtsvergunning mag niet gebruikt worden zonder de registratiebevestiging die door de administratie afgegeven wordt.

Art. 13. § 1. De definitieve uitvoer buiten de Europese Unie of de Europese Economische Ruimte van defensiegerelateerde producten overgedragen in het kader van een algemene vergunning vanuit het Waalse Gewest wordt onderworpen aan de voorafgaande toestemming van het Waalse Gewest. Deze toestemming wordt niet vereist als :

- 1° het land van eindgebruik Australië, Canada, de Verenigde Staten van Amerika, Japan, Nieuw-Zeeland en Zwitserland is;
- 2° de overdracht betrekking heeft op bestanddelen die door de in een andere lidstaat gevestigde afnemer in zijn eigen producten geïntegreerd zullen worden en later niet als dusdanig overgedragen of uitgevoerd zullen worden, behalve als wisselstukken of met het oog op onderhoud of herstelling.

De leverancier die een dergelijke voorafgaande toestemming wenst te verkrijgen, richt zijn aanvraag aan de administratie volgens de procedure van kracht inzake aflevering van een individuele uitvoervergunning zoals bedoeld in artikel 13, 9°, van het decreet.

§ 2. De leverancier die de algemene overdrachtsvergunning gebruikt voor doeleinden bedoeld in § 1, 2°, verzoekt zijn afnemer om een gebruiksverklaring waarbij hij bevestigt dat de bestanddelen waarop de algemene overdrachtsvergunning betrekking heeft in zijn eigen producten geïntegreerd zijn of geïntegreerd moeten worden en bijgevolg later niet als dusdanig overgedragen of uitgevoerd mogen worden, behalve als wisselstukken of met het oog op onderhoud of herstelling.

§ 3. De Minister kan voorzien in specifieke voorwaarden m.b.t. het gebruik van de algemene vergunning voor de doeleinden bedoeld in § 1, 2°, na een beoordeling van de gevoeligheid van de overdracht op grond van de volgende criteria :

1° de aard van de onderdelen in relatie tot de producten waarin zij worden opgenomen en in relatie tot eventueel eindgebruik van de eindproducten dat aanleiding tot bezorgdheid geeft;

2° de betekenis van de onderdelen in relatie tot de producten waarin zij worden opgenomen.

De administratie geeft de leveranciers die voor het gebruik van bedoelde algemene vergunning geregistreerd zijn kennis van de specifieke voorwaarden bedoeld in het eerste lid.

Art. 14. Het is verboden gebruik te maken van de algemene overdrachtsvergunning om defensiegerelateerde producten naar vrije zones en vrije entrepots over te dragen.

Art. 15. Voor de eerste overdracht geeft de leverancier de afnemer kennis van de voorwaarden en beperkingen betreffende de algemene overdrachtsvergunning en bewaart hij daarvan het schriftelijk bewijs.

Art. 16. Om redenen van openbare veiligheid of openbare orde of om te zorgen voor de naleving van het decreet en van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten, kan de Minister voorzien in specifieke voorwaarden voor het gebruik van de algemene overdrachtsvergunning.

De administratie geeft de leveranciers die voor het gebruik van bedoelde algemene vergunning geregistreerd zijn kennis van de specifieke voorwaarden bedoeld in het eerste lid.

Art. 17. De leverancier die voor het gebruik van een algemene overdrachtsvergunning geregistreerd is, verstrekt de administratie jaarlijks tegen 31 januari en 31 juli volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten informatie over de overdrachten die tijdens de vorige zes maanden op basis van die vergunning uitgevoerd werden.

Die informatie, samengevat per lidstaat, houdt voor elke afnemer de volgende gegevens in :

1° de soortbenamingen van de defensiegerelateerde producten en de referenties ervan in de lijst bedoeld in artikel 6, 1°, van het decreet;

2° desgevallend, de waarden, hoeveelheden en/of globale gewichten van de defensiegerelateerde producten;

3° de data van de overdrachten;

4° het eindgebruik en de eindgebruiker van het defensiegerelateerd product, indien gekend.

Bij de controle van de informatie bedoeld in het tweede lid, kan de administratie elk ander relevant document of alle bijkomende gegevens betreffende die overdrachten opeisen.

HOOFDSTUK IV. — *Globale overdrachtsvergunningen*

Afdeling 1. — Algemeenheden

Art. 18. De Minister verleent een globale overdrachtsvergunning indien de leverancier :

1° een erkende wapenfabrikant is zoals bedoeld in artikel 27, § 3, van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens;

2° door de Minister van Justitie erkend is overeenkomstig de bepalingen van artikel 10 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van en de bestrijding van illegale handel in wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik of voor ordehandhaving dienstig materieel en daaraan verbonden technologie;

3° zijn bestuurder heeft aangewezen.

Afdeling 2. — Specifieke gebruiksvoorwaarden

Art. 19. Voor de eerste overdracht geeft de leverancier de afnemer kennis van de voorwaarden en beperkingen betreffende de globale overdrachtsvergunning en bewaart hij daarvan het schriftelijk bewijs.

Art. 20. Om redenen van openbare veiligheid of openbare orde of om te zorgen voor de naleving van het decreet en van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten, kan de Minister voorzien in specifieke voorwaarden voor het gebruik van de globale overdrachtsvergunning.

De administratie geeft de leverancier uiterlijk bij de afgifte van de globale overdrachtsvergunning kennis van de specifieke voorwaarden bedoeld in het eerste lid.

Art. 21. De leverancier die houder is van een globale overdrachtsvergunning, verstrekt de administratie jaarlijks tegen 31 januari en 31 juli volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten informatie over de overdrachten die tijdens de vorige zes maanden op basis van die vergunning uitgevoerd werden.

Die informatie, samengevat per lidstaat, houdt voor elke afnemer de volgende gegevens in :

1° de soortbenamingen van de defensiegerelateerde producten en de referenties ervan in de lijst bedoeld in artikel 6, 1°, van het decreet;

2° desgevallend, de waarden, hoeveelheden en/of globale gewichten van de defensiegerelateerde producten;

3° de data van de overdrachten.

HOOFDSTUK V. — *Individuele overdrachtsvergunningen*

Afdeling 1. — Algemeenheden

Art. 22. Als de leverancier erom verzoekt, kan de Minister hem een individuele overdrachtsvergunning verlenen.

Art. 23. De individuele overdrachtsvergunning heeft een verlengbare geldigheidsduur van achttien maanden.

Afdeling 2. — Specifieke gebruiksvoorwaarden

Art. 24. Voor de eerste overdracht geeft de leverancier de afnemer kennis van de voorwaarden en beperkingen betreffende de individuele overdrachtsvergunning en bewaart hij daarvan het schriftelijk bewijs.

Art. 25. Om veiligheidsredenen en om redenen van openbare orde of om te zorgen voor de naleving van het decreet en van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten, kan de Minister voorzien in specifieke voorwaarden voor het gebruik van de individuele overdrachtsvergunning.

De administratie geeft de leverancier uiterlijk bij de afgifte van de individuele overdrachtsvergunning kennis van de specifieke voorwaarden bedoeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK VI. — *Vrijstellingen*

Art. 26. Er wordt geen overdrachtsvergunning geëist voor :

1° de overdracht van defensiegerelateerde producten door de Organisatie van de Verenigde Naties, de Europese Unie, de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie, de Internationale Organisatie voor Atoomenergie of een andere gelijksoortige intergouvernementele organisatie waarvan het Waalse Gewest of België lid is;

2° de overdracht die nodig is voor de uitvoering van een samenwerkingsprogramma inzake wapens tussen lidstaten;

3° de overdracht van defensiegerelateerde producten die nodig is met het oog op herstelling, onderhoud, tentoonstelling of demonstratie, of na die verrichtingen.

Art. 27. Voor elke vrijstelling registreert de leverancier zich uiterlijk tien dagen voor de eerste overdracht van defensiegerelateerde producten die het voorwerp van die vrijstelling zijn.

Voor de registratie wordt aan de administratie een type-formulier gestuurd dat door haar bepaald wordt.

Binnen vijf dagen na ontvangst van het formulier bericht de administratie ontvangst van de registratie van de leverancier via de verzending van de bevestiging als de desbetreffende voorwaarden vervuld zijn, of van de weigering ervan.

HOOFDSTUK VII. — *Procedure tot toekenning van individuele of globale overdrachtsvergunningen*

Art. 28. De leverancier vraagt een individuele of globale overdrachtsvergunning bij de administratie aan d.m.v. een type-formulier dat door haar bepaald wordt. Die aanvraag gaat vergezeld van de volgende documenten :

1° de verbintenis tot definitieve overdracht, zoals bepaald door de administratie, ondertekend door de bestuurder, desgevallend voor elke afnemer;

2° naar gelang van het geval, het internationaal invoercertificaat, het certificaat van eindgebruiker, het nuttige uittreksel uit de verkoopovereenkomst of elk ander relevant document waarbij de eindgebruiker geïdentificeerd kan worden, alsook het eindgebruik van de defensiegerelateerde producten krachtens een individuele of globale overdrachtsvergunning, als ze gekend zijn.

De documentenlijst bedoeld in het eerste lid kan aangevuld worden door de Minister.

Art. 29. Binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van de aanvraag tot individuele of globale overdrachtsvergunning bezorgt de administratie de leverancier ofwel een bericht van ontvangst waarin vermeld wordt dat het dossier volledig is, ofwel een bericht waarin hij erom verzocht wordt de ontbrekende gegevens binnen dertig dagen na ontvangst van dat bericht te verstrekken.

Als de leverancier de door de administratie gevraagde ontbrekende gegevens niet binnen dertig dagen overmaakt, deelt ze hem mee dat hij met ingang van de datum van kennisgeving over een bijkomende termijn van dertig dagen beschikt om de gegevens te verstrekken. Na afloop van die termijn kan de Administratie, als de leverancier zijn dossier niet heeft aangevuld, het dossier zonder gevolg rangschikken en geeft ze hem kennis van die rangschikking.

Art. 30. Als het in artikel 29 bedoelde dossier volledig is, wordt het door de Administratie voor beslissing aan de Minister overgemaakt.

De administratie geeft de leverancier kennis van de beslissing tot toekenning of weigering van de individuele of globale overdrachtsvergunning.

Art. 31. Elke individuele of globale overdrachtsvergunning wordt geweigerd als :

1° het dossier verkeerde informatie inhoudt;

2° de overdracht niet voldoet aan de documenten bedoeld in artikel 28;

3° het dossier werd overgelegd door een leverancier die niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in dit besluit en betreffende het type aangevraagde vergunning;

4° blijkt dat het dossier betrekking heeft op een leverancier, afnemer of doorvoerder die het voorwerp is van internationale waarschuwingen of van een administratief onderzoek betreffende frauduleuze handelingen die hij/zij uitgevoerd zouden hebben i.v.m. de overdracht van defensiegerelateerde producten.

Art. 32. De administratie kan elke andere autoriteit verzoeken om de gegevens die nodig zijn voor de behandeling van de aanvraag tot individuele of globale overdrachtsvergunning.

HOOFDSTUK VIII. — *Bijhouden van de registers*

Art. 33. Onverminderd artikel 12, § 3, van het decreet, bewaren de leveranciers gedurende 10 jaar alle handels- en vervoersdocumenten, met name de nuttige uittreksels uit de verkoopovereenkomst, de facturen en de vrachtbrieven betreffende de overdrachten die ze uitgevoerd hebben.

Art. 34. Onverminderd de registers bedoeld in artikel 12, § 3, van het decreet, houden de leveranciers ook gedetailleerde en volledige registers van de overdrachten van de defensiegerelateerde producten die ze in het kader van een overdrachtsvergunning van een andere lidstaat ontvangen hebben.

Die registers bevatten, per leverancier gevestigd in een andere lidstaat, de volgende gegevens :

1° de beschrijving van de defensiegerelateerde producten en de referenties ervan in de lijst bedoeld in artikel 6, 1°, van het decreet;

2° indien ze erover beschikken, de hoeveelheden, gewichten en globale waarden van de defensiegerelateerde producten;

3° de data van de overdrachten;

4° de naam en het adres van de oorspronkelijke leverancier die in een andere lidstaat gevestigd is.

De registers bedoeld in het eerste lid gaan bovendien vergezeld van de handelsdocumenten, met name de nuttige uittreksels uit de verkoopovereenkomst, de factuur en, desgevallend, de vrachtbrief betreffende de ontvangen overdrachten.

De registers bedoeld in het eerste lid worden bewaard gedurende een periode van tien jaar, die ingaat op het einde van het kalenderjaar waarin de overdracht werd uitgevoerd.

Die registers worden één keer per jaar aan de administratie overgelegd op haar verzoek. De bijlagen bedoeld in het derde lid van dit artikel kunnen door de administratie op haar verzoek ingekeken worden. Ze kan ook een afschrift van die documenten vragen.

Art. 35. In geval van stopzetting van de activiteit worden de registers van de overdrachten bedoeld in artikel 12, § 3, van het decreet zo spoedig mogelijk aan de administratie gericht.

HOOFDSTUK IX. — *Schorsing, intrekking en gebruiksverbod**Afdeling 1. — Individuele of globale overdrachtsvergunningen*

Art. 36. De administratie stelt de leverancier bij aangetekend schrijven in gebreke als hij niet voldoet aan de verplichtingen die hem krachtens dit decreet of de desbetreffende uitvoeringsbesluiten opgelegd worden.

De leverancier heeft de mogelijkheid om binnen dertig dagen orde op zaken te stellen door de vereiste gegevens te verstrekken.

Art. 37. De Minister kan de individuele of globale overdrachtsvergunning van de leverancier schorsen, met name als hij :

1° niet voldoet aan de bepalingen van het decreet of van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

2° niet orde op zaken gesteld heeft na de ingebrekestelling bedoeld in artikel 38;

3° niet meer voldoet aan één of meer voorwaarden tot toekenning of gebruik van de individuele of globale overdrachtsvergunning.

De administratie geeft de leverancier bij aangetekend schrijven kennis van de schorsingsbeslissing van de Minister waarbij een termijn van minimum tien en maximum dertig dagen aan de leverancier gegeven wordt om te bewijzen dat hij orde op zaken gesteld heeft. Die termijn kan verlengd worden.

De beslissing tot schorsing heeft uitwerking vanaf de datum waarop de administratie kennis geeft van de beslissing van de Minister.

Art. 38. De Minister kan de individuele of globale overdrachtsvergunning van de leverancier intrekken, met name als hij :

1° niet voldoet aan de bepalingen van het decreet of van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

2° niet voldoende maatregelen genomen heeft opdat de schorsing van de individuele of globale overdrachtsvergunning opgeheven kan worden.

De administratie geeft de leverancier kennis van de door de Minister genomen beslissing tot intrekking.

Afdeling 2. — Algemene overdrachtsvergunningen

Art. 39. De Minister kan het gebruik van een algemene overdrachtsvergunning schorsen wat één of meer specifieke afnemers betreft wanneer blijkt dat :

1° er een ernstig risico bestaat dat een afnemer die overeenkomstig artikel 9 van Richtlijn 2009/43/EG in een andere lidstaat gecertificeerd is, niet voldoet aan een voorwaarde waaraan een algemene overdrachtsvergunning onderworpen wordt;

2° de openbare orde, de openbare veiligheid of de wezenlijke veiligheidsbelangen van het Waalse Gewest bedreigd worden.

De administratie geeft de betrokken leveranciers bij aangetekend schrijven kennis van de schorsingsbeslissing van de Minister, die voorziet in een verlengbare termijn waarin de overdrachten naar de specifieke afnemer(s) geschorst worden.

Art. 40. De Minister kan het gebruik van een algemene overdrachtsvergunning door een leverancier schorsen als hij :

1° de in artikel 17 bedoelde informatie niet heeft verstrekt;

2° niet voldoet aan de verplichtingen die hem krachtens het decreet of de desbetreffende uitvoeringsbesluiten opgelegd worden.

De administratie geeft de leverancier bij aangetekend schrijven kennis van de schorsingsbeslissing van de Minister waarbij een termijn van minimum dertig en maximum negentig dagen aan de leverancier gegeven wordt om te bewijzen dat hij orde op zaken gesteld heeft. Die termijn kan verlengd worden.

Art. 41. De Minister kan het gebruik van een algemene overdrachtsvergunning door een leverancier schorsen als hij :

1° niet voldoet aan de bepalingen van het decreet of van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

2° niet voldoende maatregelen genomen heeft opdat de schorsing van de algemene overdrachtsvergunning opgeheven kan worden.

3° niet voldoet aan de algemene gebruiksvoorwaarden betreffende overdrachtsvergunningen;

4° niet voldoet aan de overige bepalingen van het decreet of van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten, met uitzondering van de verplichtingen die hem krachtens artikel 12, § 3, van het decreet opgelegd worden.

De administratie geeft de leverancier bij aangetekend schrijven kennis van de in het eerste lid bedoelde beslissing van de Minister.

HOOFDSTUK X. — *Slotbepalingen*

Art. 42. De bepalingen van het koninklijk besluit van 8 maart 1993 tot regeling van de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik of voor ordehandhaving dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie worden opgeheven wat betreft de handelingen inzake overdrachten van defensiegerelateerde producten binnen de Europese Economische Ruimte.

Art. 43. De termijnen waarin dit besluit voorziet worden berekend als volgt : de dag van de akte waarop de termijn ingaat, wordt niet meegerekend. De vervalddag wordt meegerekend in de termijn.

Wanneer die dag evenwel een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag naar de eerstkomende werkdag verschoven.

Art. 44. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 mei 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE